

COMPTE RENDU

REUNION DU 12 JANVIER 2022

Objet :

Suivi des décisions prises lors de la réunion du 10 novembre 2021.

Lieu :

Mairie de Boisset

Personnes présentes :

Les maires de Boisset-St-Priest et de Soleymieux

Peire Parot-Urroz, DDPP

Jonathan Gayard, exploitant de la plateforme

Bernard Schummer, administrateur de FNE 42, assistant le Lis martagon

Philippe Podevin, Simone Duplan

Excusé :

Le maire de St-Georges-Hauteville

M. Podevin rappelle les engagements pris par les participants lors de la précédente réunion.

Il présente le relevé des nuisances qu'il a réalisé depuis et en particulier celui de décembre qui a été transmis aux participants. Malgré le froid et le fait qu'on vit actuellement peu en extérieur, les odeurs ont été signalées 6 jours au Couhard des Anges et Fontvial. Le rapprochement avec les conditions météo n'est pour l'instant pas très significatif (avec ou sans vent, plus ou moins humide).

M. Gayard, comme il s'y était engagé, a contacté sur indication de la DDPP **Aconsult** pour réaliser l'audit demandé.

M. Parot indique qu'Emmanuel Adler, dirigeant d'Aconsult situé à Craponne, est expert judiciaire et fait partie d'une association ciblée sur la gestion des déchets. Il a l'expérience de problèmes d'odeurs sur de plateformes de compostage (expertise dans les Bouches-du-Rhône notamment).

Il va venir sur place pour :

1 – une réunion avec les mêmes personnes pour présenter les objectifs de l'étude, sa méthode et les livrables attendus

2 – une visite du site pour réaliser l'expertise où il constatera la méthode employée, la configuration du site et il entendra l'argumentation de M. Gayard.

La date du 31 janvier à 15h est retenue en fonction des disponibilités des présents.

Une 2^e réunion de rendu aura lieu pour présenter le rapport.

M. Podevin rappelle que toute démarche d'audit suppose que rien ne soit changer au process d'ici là.

M. Parot indique qu'il a profité de la réunion pour se rendre sur le site.

Il a constaté que, contrairement à l'engagement de M. Gayard, les portails n'étaient pas fermés et les andains ne respectaient pas le recul de 4m par rapport aux grillages (et non 8m comme indiqué dans les prescriptions, du fait de la faible surface de la plateforme). Tous les andains doivent respecter ce recul, refus de criblage comme matériaux en cours de compostage. Ils ne doivent pas non plus se toucher/mélanger.

Si ces manquements devaient être à nouveau constatés, il y aurait mise en demeure.

M. Parot a observé qu'un merlon a été mis en place sous le portail nord-ouest pour éviter les écoulements de jus dans le chemin. Il considère que c'est suffisant. Mme Duplan fait remarquer qu'une solution plus stable devrait être mise en place, recul des andains au-delà de la pente ou reprise du profil du sol.

D'après M. Parot, ces jus ne sont pas dangereux dans la mesure où les boues proviennent de stations

d'épuration de déchets alimentaires. Il est rappelé que la plateforme reçoit aussi des boues de stations « urbaines » (Roche-la-Molière, St-Didier, Portes-les-Valence) qui peuvent contenir métaux lourds et résidus médicamenteux. Ce qui pose aussi problème pour l'épandage des jus recueillis dans les bassins de rétention. On apprend qu'il y a un plan d'épandage (notamment : à plus de 35m d'un cours d'eau...).

M. Gayard confirme qu'il reçoit plus ou moins régulièrement les boues de 6 STEP.

Il communiquera aux participants de la réunion le document « acceptation des déchets » (origine, date, volume, analyse des intrants...).

M. Gayard explique que les intrants n'arrivent pas tous sous la même forme : certains ont été centrifugés et sont en plaquettes (Ets Rousselot). Le procédé devrait se généraliser.

Les bennes de livraison des boues de Portes-les-Valence ont été changées pour éviter les odeurs sur le parcours (ce qui ne change rien au produit lui-même). Les livraisons de Portes-les-Valence devraient s'arrêter prochainement (mise en place d'un centre de traitement en cours à proximité).

Les livraisons de Purina vont également s'arrêter prochainement.

Interrogé sur la destination du hangar dont le permis de construire vient d'être accordé sur St-Georges-Hauteville, M. Gayard indique que c'est sans rapport avec la plateforme, pour stocker du matériel et des produits.